



Compteur communicant Linky

Mars 2016

LE SDE35 vous informe

Propriétaire des réseaux électriques, garant du service public de l'électricité, et acteur de la transition énergétique, le Syndicat Départemental d'Énergie 35 (**SDE35**) a souhaité porter à la connaissance des élus les informations relatives au déploiement du compteur communicant Linky.

Face à cette démarche parfois contestée et pourtant obligatoire, voici une note récapitulative des principaux enjeux : contexte réglementaire, fonctionnement, déploiement en Ille-et-Vilaine, points de vigilance...

SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ÉNERGIE 35

Village des Collectivités – 1 avenue de Tizé – CS 43603 35236 THORIGNÉ-FOUILLARD CEDEX

• Tél. 02 99 23 15 55 • Fax 02 99 23 18 72 • sde35@sde35.fr

Le SDE35 propriétaire des compteurs

En Ille-et-Vilaine, 310 communes et Rennes Métropole ont délégué au SDE35 leur compétence d'Autorité Organisatrice de la Distribution de l'Électricité (AODE). A ce titre, le SDE35 assure le suivi et le contrôle régulier du contrat de concession signé avec ERDF. Les compteurs font partie de la concession (article L322-4 du code de l'énergie) et sont donc **propriété du Syndicat**.

Projet impulsé par les pouvoirs publics et développé par ERDF, ce compteur représente la première brique des **réseaux intelligents** (ou « smart grids ») qui permettra l'optimisation des flux de production et de consommation et l'adaptation du secteur de l'énergie en réponse aux enjeux de la transition énergétique.

Le contexte réglementaire

- **La directive européenne 2009/72/CE** du 13 juillet 2009 institue le développement des compteurs intelligents dont le développement porte l'enjeu de « *favoriser la participation active des consommateurs au marché de fourniture d'électricité* » et dont « *la mise en place doit au préalable donner lieu à une évaluation favorable* » ; si le projet est jugé rentable « *au moins 80% des consommateurs devront être équipés de systèmes intelligents de mesure d'ici à 2020* ».
- **Le décret du 31 août 2010** définit la cadre de déploiement du compteur et prévoit une expérimentation réalisée sous l'égide de la CRE (265 000 compteurs en Indre-et-Loire et à Lyon) ;
- **7 juillet 2011** : avis favorable de la CRE (Commission de Régulation de l'Énergie) qui incite ERDF, par des mécanismes de régulation incitative, au respect du calendrier pour le déploiement de Linky ;

- **9 juillet 2013** : annonce par le premier ministre de la décision de la généralisation du déploiement à l'échelle nationale ;
- **La loi sur la Transition Energétique du 17 août 2015**, dans son article 7, confirme le déploiement de Linky.

Le fonctionnement

Linky est un compteur communicant, ce qui signifie qu'il peut **recevoir et envoyer des données et des ordres sans l'intervention physique d'un technicien**. Installé chez les clients et relié à un centre de supervision, il est en interaction permanente avec le réseau, qu'il contribue à rendre «intelligent».

Il comporte deux principales fonctions : la **métrologie** (paramétrage/mesure/comptage) et le **pilotage** des appareils domestiques (électroménager, chauffe-eau, radiateurs...).

Il n'est **pas prévu de boîtier de lecture déporté** pour les clients dont les compteurs sont installés à l'extérieur en limite de propriété (soit plus de 50 % des compteurs actuels), exception faite des clients bénéficiant des tarifs sociaux de l'électricité.

Toutes les données sont **cryptées à la source** afin de garantir la confidentialité des informations personnelles. Les données de consommation électrique globales seront collectées toutes les demi-heures.

D'une durée de vie de 20 ans, le **système a été conçu pour être évolutif** : les logiciels intégrés et les concentrateurs pourront être mis à jour à distance.

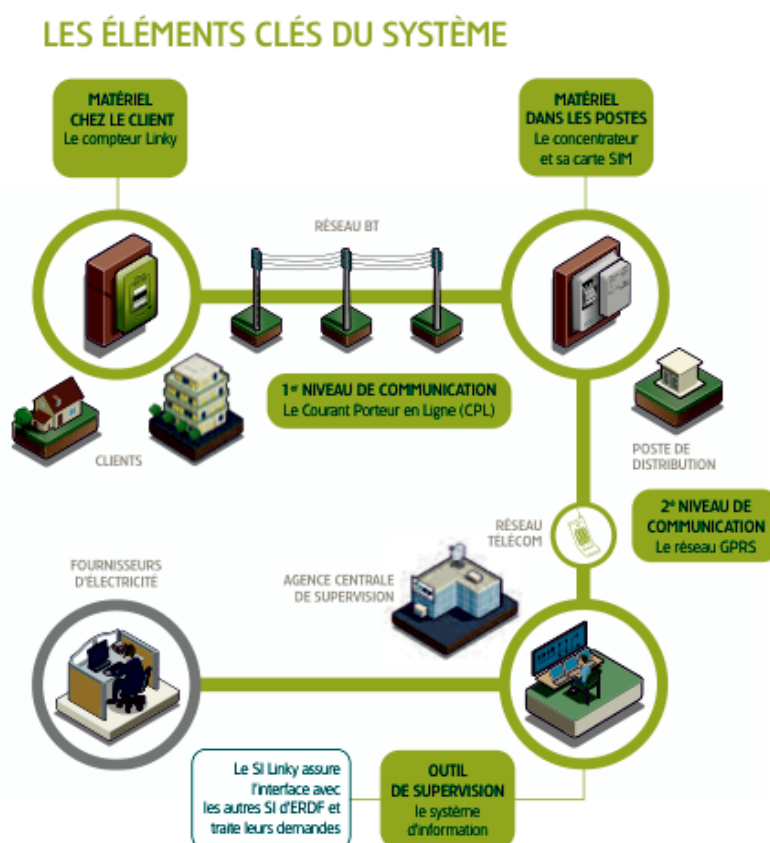


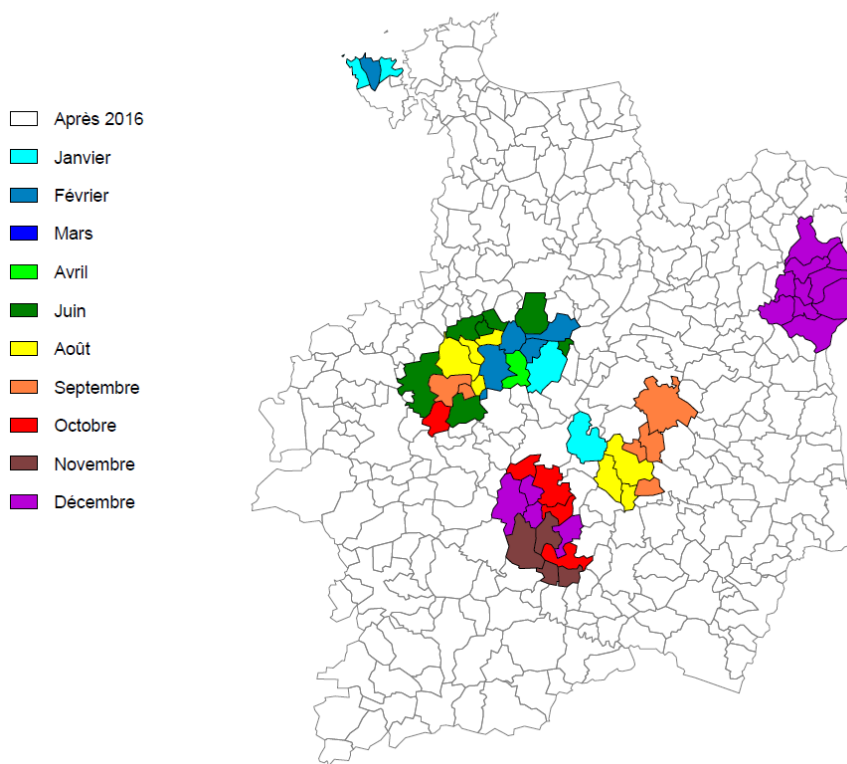
Schéma ERDF

Le déploiement sur le territoire du SDE35

Sur le territoire du SDE35 qui couvre la totalité des communes d'Ille-et-Vilaine, le déploiement de plus de 500 000 compteurs s'organise autour de **5 grandes zones** : Rennes, Saint-Malo-Dinard, le nord-ouest, Vitré-Fougères et Redon.

Les secteurs de Cesson, Dinard et le Val d'Ille ont été choisis pour le démarrage du déploiement du compteur en Ille-et-Vilaine en décembre 2015. Celui-ci s'achèvera en 2020.

Dates de déploiement Linky en 2016



Carte SDE35 – données ERDF

Pour les compteurs non accessibles pour ERDF, présence du client indispensable (environ 50% du parc) :
Des **courriers émanant d'ERDF** sont transmis aux usagers 30 à 45 jours avant la date de pose ; ils préciseront les coordonnées de l'entreprise de pose qui prendra contact avec le client pour convenir d'un rendez-vous 25 jours au moins avant la date de pose prévue.

Pour les compteurs accessibles pour ERDF : Des **courriers émanant d'ERDF** sont transmis aux usagers 30 à 45 jours avant la date de pose en précisant l'entreprise qui est chargée de la pose de l'appareil. Celle-ci informe ensuite par courrier la date prévue pour la pose du compteur.

Ces entreprises seront facilement identifiables grâce au logo « Partenaire Linky ».

Les communes reçoivent un mail de la part d'ERDF 75 jours avant la date de début du déploiement. ERDF met à disposition des outils d'information pour les administrés 60 jours avant cette date.

Après 2021, fin de la phase du déploiement national, ERDF estime que 10 % des compteurs, difficilement accessibles, resteront à changer.

Une gratuité déguisée

La Commission de Régulation de l'Énergie a confirmé le principe de **gratuité du projet** pour les consommateurs en juillet 2011.

Néanmoins, **le projet est pris en compte dans le TURPE** : le Tarif d'Utilisation du Réseau Public d'Électricité, qui correspond au tarif de la prestation d'acheminement **payée par les consommateurs sur leurs factures** et dont le produit rémunère les investissements du concessionnaire.

Le coût de 5 milliards estimé par ERDF comprend l'achat du matériel (compteurs et concentrateurs), la pose, le développement du système d'information et le pilotage du réseau.

ERDF envisage d'amortir une partie de cet investissement grâce aux **économies de déplacements, de personnel et à la baisse des réclamations et de la fraude**¹.

Les attentes et réserves sur le déploiement de Linky

Les attentes

Les réserves

Pour ERDF

- Optimiser le pilotage des réseaux à distance : résorption de pannes, changement de puissance
- Faciliter l'intégration des nouveaux usages (véhicule électrique, énergies renouvelables)
- Mieux connaître et maîtriser les incidents du réseau Basse Tension et la qualité de l'électricité distribuée

Pour l'utilisateur

- Accéder aux informations de consommation en temps réel via le portail client
- Surveiller sa consommation, créer des alertes
- Éviter les prises de rendez-vous pour les opérations de relève, de changement de puissance, et en cas de déménagement, de panne
- Être facturé sur la base de consommations réelles et non plus sur des estimations
- Être facturé selon la juste puissance souscrite

Le niveau de détails des informations fournies et de gratuité des services est pour l'instant méconnu

Avant Linky, il existait une tolérance entre puissance souscrite par le consommateur et réglage du disjoncteur. Selon les estimations d'ERDF, 5% de foyers concernés devront revoir à la hausse leurs puissances souscrites (coût supplémentaire d'abonnement).

¹ Les pertes « non techniques » représentent environ 2,5% du volume annuel acheminé par ERDF (source ADEME)

Pour les fournisseurs

- Améliorer la satisfaction des clients en limitant les motifs de réclamations liées à la facturation
- Affiner leurs offres de marché avec des puissances ajustées par pas de 1 kVA au lieu de 3 kVA possibles actuellement
- Exploiter la possibilité de programmer des grilles de tarifs grâce aux 10 index disponibles et piloter 8 appareils domestiques

Pas de précisions sur les potentiels services pouvant être proposés aux consommateurs

Pour les AODE² (SDE 35)

- Encourager la production décentralisée et l'efficacité énergétique
- Accéder en temps réel aux données brutes de consommation et aux informations relatives à la qualité de l'énergie (chutes de tension, coupures)
- Disposer des informations nécessaires à l'intégration et à l'utilisation des productions décentralisées

Cette mise à disposition n'est pas encore garantie et ERDF n'a encore rien communiqué à ce sujet.

Pour les opérateurs d'effacement

Optimiser les coûts en périodes de pointe : échanges facilités entre les opérateurs du réseau et les consommateurs, qui seront incités à limiter leur consommation en période de pointe.

Les consommateurs bénéficieront ils partiellement de ces économies ?

Pour l'environnement

Limitation des émissions de CO2 par insertion facilitée de la production d'électricité renouvelable et meilleure gestion des périodes de pointe

Impacts difficiles à mesurer du fait de l'absence de retours d'expérience significatifs

Des dangers très limités

De nombreuses associations alertent les usagers et pouvoirs publics au sujet des **risques sanitaires induits par la technologie de « CPL » (Courant Porteur en Ligne)** qui diffuse des signaux électriques (63 et 74 Hz) au travers des fils du réseau électrique de l'utilisateur. Si ces fils ne sont pas blindés, ces signaux produisent des ondes électromagnétiques (champ à 150 kHz) lors de leur émission quelques secondes par jour (0,1% du temps selon ERDF) pour un volume d'information très faible (équivalent à un SMS).

ERDF utilise déjà la technologie CPL pour envoyer à 11 millions de foyers le signal « heure creuse/heure pleine » au ballon d'eau chaude.

Par ailleurs, ERDF confirme que ce matériel de classe B utilise des composants électroniques standards susceptibles **d'émission d'ondes électromagnétiques** mais conformes aux normes françaises et européennes (*EN 50470 et NF EN 55022*) en termes d'émissions électriques et magnétiques.

Il émet 0,003 Volt/mètre, contre 0,08 Volt/mètre pour un téléphone sans fil, ou 1, 2 Volt/mètre pour une onde Wifi.

² Autorités Organisatrices de la Distribution d'Electricité

ERDF compte faire réaliser de nouvelles études sanitaires auprès de l'Agence Nationale des Fréquences. Le Ministère de l'Environnement du Développement Durable et de l'Energie (MEDDE) a communiqué sur le sujet en indiquant que les seuils réglementaires et sanitaires (de l'OMS) sont respectés.

4 recours ont été portés en conseil d'état en 2011 pour excès de pouvoir du MEDDE dans le cadre de l'installation des compteurs Linky. Ceux-ci ont été rejetés au motif que les rayonnements électromagnétiques émis par les dispositifs de comptage et les câbles n'excèdent ni les seuils fixés par les dispositions du *décret du 18 octobre 2006 relatif à la comptabilité électromagnétique des équipements électriques et électroniques*, ni ceux admis par l'OMS.

L'incidence des ondes électromagnétiques associées au fonctionnement des compteurs Linky semble, selon les informations et études disponibles, extrêmement marginale par rapport à celle des multiples équipements électriques présents dans notre environnement (téléphones mobiles, fours à micro-ondes, téléviseurs, éclairage, etc.). La FNCCR³ annonce qu'à la demande d'une collectivité, l'agence nationale des fréquences pourra procéder à des mesures dans quelques locaux ou logements ciblés, les frais étant pris en charge par ERDF à qui il convient de s'adresser pour procéder à de telles mesures.

Par ailleurs, une étude gouvernementale sur la question des ondes doit être rendue publique avant l'été 2016.

Concernant les risques d'incendie liés au déploiement de Linky, selon les résultats effectués sur les territoires tests, ils ne pourraient être imputés qu'à des défauts d'installation du compteur et non à l'appareil lui-même.

Les risques potentiellement induits par les concentrateurs qui émettent au niveau des postes de transformation dans les fréquences de la téléphonie mobile, correspondent, selon ERDF, à ceux présentés pour l'exposition d'une personne se trouvant à proximité d'un téléphone mobile en communication.

Un déploiement obligatoire

En février 2016, La FNCCR a commandé auprès d'un avocat une analyse juridique dont les conclusions sont précisées ci-après.

Le déploiement est rendu obligatoire par les textes réglementaires ; aussi la marge de manœuvre des clients finaux et des AODE pour s'opposer à la pose et à l'utilisation des compteurs est fortement réduite.

Le **libre accès aux lieux** par le personnel diligenté par ERDF pour la pose des compteurs est prévu à la fois dans *l'article 13-2 de la loi du 9 août 2004* et fait partie des engagements du client dans les conditions générales de vente des contrats de fourniture d'électricité :

- « *Le client a l'obligation de mettre gratuitement à disposition d'ERDF un emplacement de comptage* »
- « *ERDF peut accéder à tout moment à l'emplacement de comptage* »
- « *Chaque partie peut procéder, à son initiative, au remplacement des équipements en fonction d'évolutions contractuelles ou technique* »
- « *Le client et ERDF s'engagent (...) à ne pas porter atteinte à l'intégrité et au fonctionnement du dispositif de comptage* ».

³ Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies

En cas de refus, il s'exposerait ainsi à un risque de coupure de son alimentation électrique et/ou une facturation des services possibles à télé-distance.

Le maire ne peut se prévaloir de son pouvoir de police générale pour refuser l'installation des compteurs. Les délibérations ou arrêtés pris par les communes n'ont aucune valeur juridique.

L'opposition d'un maire, d'une AODE⁴ ou d'un particulier n'a ainsi pas de fondement juridique.

ERDF reste responsable à titre principal en cas de dommages résultant de l'existence ou du fonctionnement des compteurs.

Le principe de précaution ne peut être avancé au sujet des risques d'incendie, des dangers sanitaires ou de l'utilisation des données personnelles.

Une analogie de traitement juridique avec les troubles dus à la présence des antennes relais sur le fondement du trouble anormal au voisinage n'est pas pertinente car le socle juridique des deux activités n'est pas comparable (déploiement d'antennes pour des opérateurs privés d'une part et obligation légale pour la pose des compteurs d'autre part).

Les réclamations

Depuis fin 2015, de nombreuses réclamations émanent des usagers au sujet des risques sanitaires et/ou du droit d'accès aux compteurs et aux données de consommation.

ERDF a mise en place une **cellule de contact spécifique** à l'échelle de la région Bretagne :



Concernant la **confidentialité des données** qui appartiennent au client, le cryptage de celles-ci est assuré dès leur envoi. La capacité du système Linky à mesurer et communiquer à distance répond aux *recommandations de la CNIL publiées le 2 décembre 2010*. Des règles strictes ont été établies pour garantir le respect de la vie privée des consommateurs malgré les besoins de grande précision pour aider à la maîtrise de la consommation. ERDF s'engage à ne pas communiquer ces données à des tiers et annonce respecter le référentiel de sécurité certifié par l'ANSSI⁵.

⁴ Autorités Organisatrices de la Distribution d'Electricité

⁵ Agence Nationale de Sécurité des Systèmes d'Information

Dans les autres pays

313 millions de compteurs communicants sont installés actuellement dans le monde et des prévisions du *cabinet Navigant Research* en annoncent un milliard d'ici à 2022.

16 pays membres de l'Union Européenne ont programmé un déploiement de compteurs communicants à l'horizon 2020. La Finlande, l'Italie et la Suède ont achevé la phase d'installation.

L'Allemagne n'a développé ce projet que pour les gros consommateurs, estimant d'après une étude du *cabinet Ernst and Young* que les compteurs ne présentaient pas d'intérêt pour le consommateur. La Lettonie et la Slovaquie ont également fait ce choix.

Une **étude australienne** a montré que les efforts des usagers déployés pour le suivi de leur consommation via les compteurs communicants ne perdurent pas dans le temps.

L'impact sur l'environnement

L'ADEME annonce que l'utilisation de ces nouveaux compteurs « *impliquerait une augmentation de la consommation électrique annuelle de 0,5 TWh⁶* », liée à l'ensemble des actions de changements des compteurs ainsi que l'énergie utilisée pour le fonctionnement des 638 000 concentrateurs et des centres de traitement et de stockage des données.

Un **processus de recyclage** précis est mis en place par ERDF et prévoit le réemploi de certains modèles de compteurs et le démantèlement des matériels obsolètes avant le tri et valorisation des composants qui le permettent.

Linky en quelques chiffres (Données ERDF)

35 millions de compteurs à changer sur le territoire français

6 ans de déploiement entre 2015 et 2021 ; 5 ans en Bretagne

30 minutes : durée moyenne de pose estimée par ERDF

5 milliards d'euros, amortis sur 20 ans : coût du projet estimé par ERDF – 8 milliards d'euros estimés par la FNCCR⁷

6 constructeurs retenus pour la fabrication et l'assemblage du compteur sur le territoire français

300 entreprises de pose sont sollicitées pour le projet

10 000 emplois seront créés pour le développement global du projet selon ERDF : 5 000 emplois de techniciens poseurs et 5 000 chez les constructeurs de l'appareil. La réduction des emplois générée par la suppression des relèveurs n'est pas communiquée par le concessionnaire. Il estime néanmoins que l'activité des 5000 techniciens clientèle va diminuer de 50 à 70 % dans les prochaines années. Les prestataires assurant actuellement la relève des compteurs seront également impactés par une perte d'emplois.

5% : pourcentage de « non télé-opérabilité » estimé avec ce nouvel outil (échec de connexion entre le compteur et son opérateur)

17 000 agents d'ERDF bénéficieront d'une action de formation liée au projet.

⁶ Soit 0,15% des volumes annuels acheminés

⁷ Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies